



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 11/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROGLAS

ZI

68490 Hombourg

Références : 0006700541_2024_12_09_Euroglas_suivi
Code AIOT : 0006700541

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement EUROGLAS implanté ZI 68490 Hombourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGLAS
- ZI 68490 Hombourg
- Code AIOT : 0006700541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EUROGLAS exploite des installations de fabrication de verre d'une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive

n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, article 1.7. Code de l'environnement, article R512-75-1 Code de l'environnement, article R512-66-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la tuyauterie de gaz	AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article Article 2	Levée de mise en demeure
2	Vanne manuelle	AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article Article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est revenu en conformité sur les deux points de contrôle ayant donné lieu à une mise en demeure en 2022. La mise en demeure est levée.

Bien qu'il ait cessé son activité de stockage de propane pour laquelle il est réglementé, l'exploitant n'a pas réalisé les opérations administratives et techniques de la cessation d'activité. Cela donne lieu à une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la tuyauterie de gaz

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la tuyauterie de gaz
Prescription contrôlée : [...] Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : Lors de la visite du 03/06/2022, l'exploitant avait indiqué que les tuyauteries alimentant le four en gaz faisaient l'objet d'un contrôle visuel et d'un contrôle de mesure d'épaisseur tous les 60 mois. L'inspection avait consulté les rapports des vérifications réalisées le 10/02/16 et le 09/04/21. Le

rapport de 2021 ne permettait pas de garantir que le programme de contrôle avait été correctement mis en œuvre : la nature du contrôle n'était pas indiquée.

Lors de la visite du 09/12/2024, l'exploitant a présenté à l'inspection la liste des tuyauteries sous pression (selon Art. 6 III de l'Arrêté du 20 novembre 2017), avec la date de la prochaine inspection périodique. Par échantillonnage, l'inspection a étudié le programme de contrôle d'une de ces tuyauteries, la conduite EGS-150-GNA-041-CS1, ce programme de contrôle ainsi que les mesures d'épaisseur de la conduite ayant été fournis par mail du 09/12/2024. Le programme de contrôle explicite les contrôles à effectuer. Le critère d'admissibilité et l'épaisseur nominale sont indiqués sur la feuille de mesures d'épaisseur de la conduite.

Ce constat n'appelle pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Vanne manuelle

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article Article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Vanne manuelle

Prescription contrôlée :

« Un dispositif de coupure manuelle, [...] est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des brûleurs. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué [...]. Il [...] comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. »

Constats :

Lors de la visite du 03/06/2022, l'inspection s'est rendue sur le terrain au niveau de la vanne manuelle permettant de couper l'alimentation en gaz du site. Elle a constaté :

- la présence d'une clé pour la manœuvrer ;
- l'absence d'indications du sens de manœuvre et des positions ouvertes et fermées.

Lors de la visite du 09/12/2024, l'inspection s'est rendue sur le terrain au niveau de la vanne manuelle permettant de couper l'alimentation en gaz du site. Elle a constaté :

- la présence d'une clé pour la manœuvrer ;
- la présence d'indications du sens de manœuvre et des positions ouvertes et fermées, par la présence d'un panneau mis en place à proximité de la vanne.

Ce constat n'appelle pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Cessation activité stockage propane

Référence réglementaire : AM du 23/08/05, article 1.7

Code de l'environnement, article R512-75-1

Code de l'environnement, article R512-66-1

Prescription contrôlée :

AM du 23/08/05, article 1.7 : Cessation d'activité

[...]

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées « conformément à l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement ».

Code de l'environnement, article R512-75-1 :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

[...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

[...]

Code de l'environnement, article R512-66-1 :

[...]

III. [...]

Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

[...]

Constats :

L'installation est déclarée selon la rubrique 4718 (DC), pour un stockage de 48,1 tonnes de propane. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'absence des chaudières de propane. Il n'y a plus de stockage de propane présent sur le site d'Euroglas.

Cependant, la mise en sécurité des installations n'est pas réalisée, et l'exploitant n'a pas placé le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. La réhabilitation ou remise en état n'a pas été faite.

De plus, la rubrique 4718 est définie à l'article 512-66-3. Or, d'après l'article R512-66-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit fournir une attestation de mise en sécurité : l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Ce point fait donc l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois